

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
15 collectifs locaux répartis dans 11 régions.**

Communiqué de presse

Paris, le 17 avril 2014

ALERTE rappelle que la solidarité annoncée avec le Pacte de solidarité doit commencer par les plus pauvres

Restées imprécises jusqu'à présent, les mesures d'économies du gouvernement ont été dévoilées hier à l'issue du Conseil des ministres. Malgré nos alertes au Président de la République et au Premier ministre, **la mise en place du Pacte de responsabilité et la réduction du déficit public se feront bien au détriment des plus pauvres de notre pays**, le gouvernement prévoyant d'économiser 11 milliards d'euros sur les prestations sociales.

Pour ALERTE, l'annonce du gel des prestations sociales et de la revalorisation du RSA jusqu'en octobre 2015 est non seulement un message désespérant pour les plus fragiles, à qui l'on demande de participer à l'effort collectif au-delà de leurs capacités, mais un choix politique injuste et irresponsable face à l'augmentation de la pauvreté dans le pays.

Le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale proposé par ALERTE en 2012 et adopté par l'Etat en janvier 2013, prévoyait de nombreuses mesures et notamment une revalorisation progressive du RSA de 10 % jusqu'en 2017. **La suspension de cette mesure provoque la colère des associations de solidarité qui n'acceptent pas que les 2 millions d'allocataires et leurs foyers, qui survivent avec moins de 500 €/mois (pour une personne seule) soient les premiers sacrifiés de ce programme d'économie.**

Autre injustice, le gel de l'APL, qui va toucher plus de 4 millions de bénéficiaires, majoritairement des personnes à bas revenu ou qui vivent sous le seuil de pauvreté, ne fera qu'aggraver la crise du logement et les impayés de loyer.

Les associations de lutte contre l'exclusion refusent que les plus fragiles soient une variable d'ajustement, servant la mise en place d'un Pacte de responsabilité qui ignore, faute de contreparties en matière de créations d'emplois accessibles aux précaires, la situation sociale des 9 millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Peut-on faire des économies sur le dos de ceux qui n'ont déjà rien ? Les associations s'y opposent fermement et demandent aux représentants de la Nation de ne pas voter ce volet du plan d'économies, qui sacrifierait durablement nos concitoyens les plus fragiles. Comment espérer retrouver un emploi et sa place dans la société quand on ne peut plus se vêtir, se loger, s'alimenter ou encore se soigner ?

Coordination et animation du collectif Alerte national

Uniopss - 15 Rue Albert – CS 21306 – 75214 Paris cedex 13
Bruno Grouès : 01 53 36 35 09 – bgroues@uniopss.asso.fr

www.uniopss.asso.fr